

# La conseillère de Donald Trump Kellyanne Conway évoque un massacre à Bowling Green pour justifier le décret anti-immigration du nouveau président

03.02.2017

Tags : "États-Unis", "Donald Trump", "Bowling Green", "massacre"

# Une conseillère de Donald Trump invente un attentat pour justifier le décret anti-immigration

• francetvinfo.fr • 03.02.2017

L'administration de Donald Trump ne recule devant rien pour défendre son décret très critiqué qui a, le vendredi 27 janvier, interdit aux ressortissants de sept pays à majorité musulmane d'entrer aux Etats-Unis. Dans une interview sur la chaîne MSNBC, jeudi 2 février, Kellyanne Conway, une très proche conseillère du nouveau président américain, a tout simplement inventé un attentat terroriste, prétendument commis par des réfugiés, pour justifier la mesure. Un attentat qui n'a jamais eu lieu.

## "Le massacre de Bowling Green"

"Je suis sûre que les gens ne savent pas que le président Obama a gelé pendant six mois l'entrée de réfugiés irakiens, après que deux Irakiens sont venus dans notre pays, se sont radicalisés, et ont été les cerveaux derrière le massacre de Bowling Green", explique la conseillère, sans être reprise par le journaliste..

Pourtant, tout ce qu'elle dit est faux. Le site Vox (en anglais) rappelle une affaire qui est sans doute à l'origine de cette intox. En 2011, deux réfugiés irakiens ont été arrêtés dans la ville de Bowling Green dans le Kentucky, dans une affaire liée au terrorisme. Mais ce n'était pas les Etats-Unis qui étaient visés : les deux hommes étaient accusés d'avoir tenté d'envoyer de l'argent et des armes en Irak.

## "Faits alternatifs"

Autre hypothèse avancée (avec humour) par Vox :

Kellyanne Conway a peut-être confondu cette fausse attaque avec le "Massacre de Bowling Green", qui n'est rien d'autre que le nom d'une prétendue maison hantée locale. La conseillère de Donald Trump avait déjà suscité une vague de critiques et de moquerie quelques jours après l'investiture du président. Interrogée sur un mensonge du porte-parole de la Maison-Blanche sur le nombre de personnes ayant assisté à la cérémonie, elle avait évoqué des "faits alternatifs" pour justifier son erreur.

# **Kellyanne Conway, la conseillère de Donald Trump, invente le "massacre de Bowling Green" pour justifier le décret anti-immigration**

• huffingtonpost.fr • 03.02.2017

ÉTATS-UNIS - Kellyanne Conway récidive. Après avoir stupéfié de nombreuses personnes en inventant le concept de "faits alternatifs" ("alternative facts", en VO) pour défendre les déclarations de Donald Trump sur le nombre record -selon lui- d'Américains présents à sa cérémonie d'investiture qui n'a pas attiré les foules, la conseillère du président a de nouveau fait des siennes.

Cette très proche du milliardaire new-yorkais, qui s'est fait connaître du grand public pendant la campagne présidentielle en apparaissant régulièrement à la télévision pour tenter d'éteindre les incendies déclenchés par les déclarations outrancières de son candidat, a justement donné ce jeudi 2 février un bel exemple de "vérité alternative".

Invitée de la chaîne MSNBC, Kellyanne Conway était questionnée par le journaliste Chris Matthews sur le décret signé le 27 janvier par Donald Trump et qui suspend l'entrée aux États-Unis des ressortissants de sept pays à majorité musulmane pendant au moins trois mois et des réfugiés pendant quatre mois.

En guise d'explication, voilà ce que cette dernière a avancé: "Je suis sûre que la plupart des gens ne savent pas que le président Obama avait ordonné une interdiction d'entrée des réfugiés irakiens pendant six mois après l'arrivée dans notre pays des deux Irakiens radicalisés qui ont organisé le massacre de Bowling Green. Les gens ne le savent pas parce que ça n'a pas été couvert par les médias" (voir la vidéo ci-dessous).

Le hic? Et bien si les médias n'ont jamais parlé de cet événement c'est tout simplement... parce qu'il n'a jamais eu lieu. Si Kellyanne Conway semble reprendre l'argumentaire de Donald Trump qui jugeait que sa "politique est similaire à ce que le président Barack Obama a mis en place en 2011 quand il a interdit les visas pour les réfugiés irakiens pendant six mois", elle se trompe lourdement en parlant de "massacre".

Barack Obama a pris des mesures pour encadrer l'arrivée des réfugiés irakiens sur le sol américain (des mesures qui ne sont pas comparables à la démarche de Trump car elles ne faisaient que renforcer les contrôles, comme l'ont démontré de nombreux médias) quand les autorités ont découvert que deux Irakiens du Kentucky avaient construit des bombes en Irak contre les troupes américaines, avant d'obtenir l'asile aux États-Unis.

Les deux hommes, qui s'étaient installés dans la ville de Bowling Green, n'ont jamais mené d'attaque sur le sol américain.

Inutile de dire que les internautes s'en sont donné à cœur joie pour moquer cette fausse information. Sur Twitter, on ne compte plus les témoignages faussement émus autour de cet événement tragique qui n'a donc pas existé.

## **Une conseillère de Trump invente le «massacre de Bowling Green»**

• lapresse.ca • 03.02.2017

Kellyanne Conway, proche conseillère de Donald Trump, s'est référée à un massacre... qui n'a jamais eu lieu, en voulant défendre dans une entrevue le décret anti-immigration signé par Donald Trump la semaine passée.

La conseillère, qui a remis au goût du jour l'expression « faits alternatifs » lors de la polémique sur le nombre de personnes ayant assisté à l'investiture de Donald Trump, était interrogée par la chaîne MSNBC jeudi soir. Elle a défendu le décret anti-immigration du président en estimant qu'il était identique à une mesure prise par son prédécesseur Barack Obama.

« C'est peut-être nouveau pour les gens mais le président Obama a suspendu durant six mois le programme pour les réfugiés irakiens, après que deux Irakiens entrés dans le pays se sont radicalisés et ont planifié le massacre de Bowling Green. Cela n'avait pas été couvert » par les médias, a-t-elle affirmé. Sauf qu'il n'y a jamais eu de massacre à Bowling Green, petite ville tranquille du Kentucky.

Deux Irakiens habitant à Bowling Green ont bien été inculpés en 2011 pour avoir essayé d'envoyer de l'argent et des armes à Al-Qaïda, et pour avoir utilisé des bombes artisanales contre

des soldats américains lorsqu'ils étaient en Irak. Les deux purgent actuellement de longues peines de prison. Après cette affaire, Barack Obama avait ordonné un renforcement des contrôles des antécédents pour les réfugiés irakiens, mais il n'a jamais suspendu le programme d'accueil, a souligné le Washington Post.

Vendredi, Mme Conway a tenté de se défendre sur Twitter en renvoyant à un article de 2013 en lien avec les deux Irakiens de Bowling Green, expliquant que les États-Unis pourraient avoir laissé entrer des dizaines de terroristes dans le pays.

« Je voulais dire "les terroristes de Bowling Green" » et non le massacre de Bowling Green, s'est-elle justifiée.

Le maire de Bowling Green, Bruce Wilkerson, a tenu à publier un communiqué précisant qu'il n'y avait jamais eu de massacre dans sa ville. « Je comprends que pendant une entrevue en direct, une personne peut faire une erreur et nous apprécions la clarification », a-t-il ajouté.

Donald Trump a signé il y a une semaine un décret suspendant l'entrée aux États-Unis des ressortissants de sept pays à majorité musulmane et des réfugiés, ce qui a provoqué un tollé à travers le monde.

Kellyanne Conway avait évoqué des « faits alternatifs » quand le porte-parole de la Maison-Blanche Sean Spicer avait, contre toute évidence, affirmé que la cérémonie d'investiture de Donald Trump avait rassemblé le 20 janvier « la plus grande foule jamais vue lors d'une investiture, point barre ».

Plusieurs médias ont rapidement relevé que le terme utilisé par Kellyanne Conway était employé dans le roman 1984, qui décrit une société dans laquelle le gouvernement contrôle étroitement l'information. L'auteur, le Britannique George Orwell, introduit la notion de « double pensée », qui amène le gouvernement à fabriquer sa version des faits et à l'imposer comme « vérité », qui cohabite avec le réel.

## ARTICLES INTERNET

03.02.2017

Quand la conseillère de Donald Trump invente une tuerie qui n'a jamais eu lieu

• [lemonde.fr](#)

Kellyanne Conway, la conseillère de Donald Trump, invente le "massacre de Bowling Green" pour justifier le décret anti-immigration

• [huffingtonpost.fr](#)

Une conseillère du président Trump évoque le Bowling Green Massacre, l'attentat qui n'a jamais eu lieu

• [journaldemontreal.com](#)

Une conseillère de Trump évoque un massacre... qui n'a jamais eu lieu

• [lefigaro.fr](#)

La conseillère de Trump invente un faux massacre

• [lematin.ch](#)

Kellyanne Conway, la conseillère de Trump qui invente une tuerie à la télévision

• [challenges.fr](#)

La conseillère de Trump invente un attentat pour justifier le décret anti-migrants

• [latribune.fr](#)

Une conseillère de Donald Trump invente un attentat pour justifier le décret anti-immigration

• [francetvinfo.fr](#)

Quand la conseillère de Donald Trump invente une tuerie qui n'a jamais eu lieu

• [mes-actus.fr](#)

La conseillère de Trump invente un faux massacre

• [lessentiel.lu](#)

04.02.2017

États-Unis : quand une conseillère de Trump évoque une tuerie qui n'a jamais eu lieu

• [rtl.fr](#)

## POSTS FACEBOOK

**Olivier Pomerleau** 3 février

Quand y'a pas d'attentat, juste à en inventer un. Kellyanne Conway made up a fake terrorist attack to justify Trump's "Muslim ban" The Bowling Green Massacre, explained.  
VOX.COM

4 commentaires

**Matthieu Dugal** 3 février

Imagine un politicien québécois qui dirait, pour justifier l'attentat terroriste de Québec, que c'était pour répondre à l'attaque à la grenade d'une cellule dormante de Daech contre l'église Immaculée-Conception sur Papineau la veille de Noël. Ben c'est ça. "The Bowling Green massacre didn't get covered because it didn't happen. There has never been a terrorist attack in Bowling Green, Ky., carried out by Iraqi refugees or anyone else." Kellyanne Conway cites 'Bowling Green massacre' that never happened to defend travel ban She appears to have been confused about arrests of two Iraqi men in Bowling Green, Ky., in 2013 for plotting to ship money and weapons for terrorism in Iraq.

WASHINGTONPOST.COM | DE LINDSEY BEVER

87 j'aime 29 commentaires 33 partages

**Ffnews** 3 février

Etats Unis - La conseillère de Donald Trump Kellyanne Conway a tenté de justifier les mesures du nouveau président américain en évoquant le massacre de Bowling Green... sauf que cette attaque terroriste n'a jamais eu lieu. « Je suis sûre que les gens ne savent pas que le président Obama avait ordonné une interdiction d'entrée des réfugiés irakiens pendant six mois, après que deux Irakiens soient arrivés dans notre pays, se soient radicalisés et aient organisé le massacre de Bowling Green. [ 519 more words ]  
<http://www.ffnews.info/.../etats-unis-kellyanne-conway-justi.../>  
Etats Unis – Kellyanne Conway justifie le décret immigration de Trump par un faux attentat  
Etats Unis – La conseillère de Donald Trump Kellyanne Conway a tenté de justifier les mesures du nouveau président américain en évoquant le massacre...  
FFNEWS.INFO | DE FFNEWS

**Jess Grinneiser** 3 février

Tldr; : une conseillère de Trump vient de justifier le récent "Muslim ban" de son administration en invoquant le "massacre de Bowling Green", un attentat terroriste sur le sol américain dont la presse (libérale) ne s'est pas faite écho à l'époque. Et pour cause, cet événement ne s'est tout simplement jamais produit. Bienvenue dans l'ère de la post-vérité ! #altfacts  
Kellyanne Conway Admits 'Bowling Green Massacre' Error  
Ms. Conway, a counselor to President Trump, cited a terrorist attack in Kentucky that never happened. She said it was a mistake.  
NYTIMES.COM

2 j'aime

**Le Journal de Québec** 3 février

Un autre "fait alternatif" pour l'équipe de Donald Trump  
Une conseillère du président Trump évoque le Bowling Green Massacre, l'attentat qui n'a jamais eu lieu  
Kellyanne Conway a défendu le décret anti-immigration signé par Donald Trump en citant un événement qui n'a jamais eu lieu.  
JOURNALDEMONTREAL.COM  
22 j'aime 4 commentaires 1 partage

**Kristin Contessa Molnar** 3 février

La Presse  
Non. Pas d'attentat à Bowling Green. Par contre il y a eu des arrestations.  
La Conne-way #alternativefacts  
Le massacre inventé par Kellyanne Conway | Richard Héту  
Saviez-vous que Barack Obama avait suspendu pendant six mois en 2011 le programme d'admission des réfugiés irakiens après le massacre de Bowling...  
1 j'aime 1 partage

**François Perier** 3 février

Quelle C.... Elle évoquait déjà des alternative facts pour modifier les faits reels! mais la elle a ete tres loin! sera t elle demisionnee? ou promue? Vraiment ce n'est pas serieux! resist yes we can! NEW YORK, 3 février (Reuters) - Kellyanne Conway, proche conseillère de Donald Trump, s'est excusée du bout des lèvres vendredi après le tollé provoqué par des déclarations concernant un attentat imaginaire qu'elle évoquait pour justifier le décret anti-immigration signé par le nouveau président américain.

"On fait tous des erreurs de bonne foi", a-t-elle écrit sur son compte Twitter pour tenter de désamorcer la polémique provoquée par ses propos jeudi lors d'un entretien sur la chaîne de télévision MSNBC. Interrogée sur le décret pris il y a une semaine par Donald Trump pour interdire de territoire les citoyens de sept pays à majorité musulmane, Kellyanne Conway a alors évoqué le "massacre de Bowling Green" en 2011. Selon elle, cette attaque aurait été commise par deux ressortissants irakiens entrés aux Etats-Unis où ils se seraient radicalisés avant de devenir les cerveaux de cette opération meurtrière.

Avec beaucoup d'aplomb, la conseillère a ajouté que la plupart des gens n'avaient pas entendu parler de cet attentat parce que la presse ne s'en était pas fait l'écho. En réalité, deux Irakiens ont bien été arrêtés à Bowling Green dans le Kentucky, en mai 2011, mais il n'y a eu aucun massacre. Inculpés pour avoir tenté d'envoyer des armes et de l'argent à Al Qaïda en Irak, ils ont été condamnés l'un à la réclusion à perpétuité, l'autre à 40 ans de prison. Sur son compte Twitter, Kellyanne Conway a expliqué qu'elle voulait parler, non du "massacre de Bowling Green", mais des "terroristes de Bowling Green". Au passage, la conseillère, qui a récemment popularisé l'expression "faits alternatifs" pour justifier les entorses faites par certains hommes politiques à la vérité des faits, a fustigé le journaliste de MSNBC pour l'avoir critiquée. (Gina Cherelus, Pierre Sérissier pour le service français, édité par Gilles Trequesser)  
3 j'aime 3 commentaires

**Raphaël Morin** 3 février

Après les faits alternatifs, on a les attentats imaginaires....la bêtise par contre elle est bien réelle... factuelle, documentée...  
Kellyanne Conway blames refugees for 'Bowling Green massacre' that never happened  
Donald Trump's senior adviser uses fictional incident to justify US president's travel ban: 'Most people don't know that because it didn't get covered'  
THEGUARDIAN.COM  
4 j'aime

**Christian Lepine** 3 février  
<http://www.lemonde.fr/.../la-journee-de-donald-trump-australi...>  
 Selon Le Monde.fr

"Kellyanne Conway invente une attaque terroriste à la télévision Dans une interview accordée à la chaîne MSNBC jeudi, la conseillère de Donald Trump a réussi « à placer deux mensonges dans une réponse de dix-neuf secondes », comme le rapporte le site Vox, afin de justifier le décret anti-immigration.... La journée de Donald Trump : Australie, Iran et Schwarzenegger  
 Le président des Etats-Unis Donald Trump a attisé jeudi les foyers de tensions internationales, tant avec l'allié australien qu'avec l'adversaire iranien.  
 LEMONDE.FR

**Lyza Ryck** a partagé la publication de **Matthieu Dugal**.  
 4 février

Matthieu Dugal 3 février  
 Imagine un politicien québécois qui dirait, pour justifier l'attentat terroriste de Québec, que c'était pour répondre à l'attaque à la grenade d'une cellule dor...  
 Kellyanne Conway cites 'Bowling Green massacre' that never happened to defend travel ban She appears to have been confused about arrests of two Iraqi men in Bowling Green, Ky., in 2013 for plotting to ship money and weapons for terrorism in...  
 WASHINGTONPOST.COM|DE LINDSEY BEVER

**Joël Bouchard** a partagé la publication de **Matthieu Dugal**.  
 4 février  
 Incroyable ils peuvent aller jusqu'à dire des choses comme ça. Ça fait vraiment peur  
 Matthieu Dugal 3 février  
 Imagine un politicien québécois qui dirait, pour justifier l'attentat terroriste de Québec, que c'était pour répondre à l'attaque à la grenade d'une cellule dor...  
 Kellyanne Conway cites 'Bowling Green massacre' that never happened to defend travel ban She appears to have been confused about arrests of two Iraqi men in Bowling Green, Ky., in 2013 for plotting to ship money and weapons for terrorism in...  
 WASHINGTONPOST.COM|DE LINDSEY BEVER

**Carole Bélanger** 4 février  
 Un autre « fait alternatif » ...  
 Une conseillère du président Trump évoque le Bowling Green Massacre, l'attentat qui n'a jamais eu lieu  
 Kellyanne Conway a défendu le décret anti-immigration signé par Donald Trump en citant un événement qui n'a jamais eu lieu.  
 JOURNALDEMONTREAL.COM

**Marie Lechat** 4 février  
 Cette collaboratrice de Trump a inventé un attentat terroriste à Bowling Green pour justifier la décision d'interdire l'entrée de musulmans aux USA  
 Bowling Green Massacre: the terror attack that wasn't  
 Kellyanne Conway, a senior advisor to President Donald Trump, has baffled audiences by blaming Iraqi refugees for a terrorist attack that never happened.  
 EURONEWS.COM

2 j'aime 1 commentaire 1 partage

**Ma Ngajomo** 5 février  
 Trump&Trumpettes si vous êtes obligés d'inventer des faits pour justifier votre politique...peut-être est-elle inadaptée?! Et si une conseillère ne peut pas vérifier des informations alors qu'elle se cantonne à Picsou Magazine.  
 Mme Kellyanne Conway affirme l'existence de l'attentat "Bowling Green Massacre" avec une telle assurance qu'elle semble vraiment crédible. Peut-être pour ça que le journaliste ne bronche pas.  
 Une conseillère de Donald Trump invente un attentat pour justifier le décret anti-immigration  
 Dans une interview télévisée, Kellyanne Conway a assuré que deux réfugiés irakiens avaient commis un "massacre" ... qui n'a jamais eu lieu.  
 MSN.COM  
 1 j'aime

**Omar Abdel Rahmane Farouk** a partagé un lien dans le groupe **Contre la LDJ bras armé du CRIF**. 5 février  
 La conseillère de Trump, Kellyanne Conway, invente une tuerie à la télévision pour défendre Trump !!! La situation actuelle de l'Humanité est réellement catastrophique. Nous avons à la tête des nations des pervers narcissiques, des criminels, des violeurs, des voleurs, des menteurs pathologiques, des traîtres, des pédophiles,... Quand on pense que certains ont essayé de nous vendre Trump et son gouvernement comme

une solution aux problèmes du monde, il y a vraiment de quoi ricaner ! Kellyanne Conway, proche conseillère de Donald Trump, s'est excusée du bout des lèvres vendredi après le tollé provoqué par des déclarations concernant un attentat imaginaire qu'elle évoquait pour justifier le décret anti-immigration signé par le nouveau président américain.  
 Kellyanne Conway, proche conseillère de Donald Trump, s'est excusée du bout des lèvres vendredi après le tollé provoqué par des déclarations concernant un attentat imaginaire qu'elle évoquait pour justifier le décret anti-immigration signé par le nouveau président américain. « On fait tous des erreurs de bonne foi », a-t-elle écrit sur son compte Twitter pour tenter de désamorcer la polémique provoquée par ses propos jeudi lors d'un entretien sur la chaîne de télévision MSNBC. Interrogée sur le décret pris il y a une semaine par Donald Trump pour interdire de territoire les citoyens de sept pays à majorité musulmane, Kellyanne Conway a alors évoqué le « massacre de Bowling Green » en 2011. Selon elle, cette attaque aurait été commise par deux ressortissants irakiens entrés aux Etats-Unis où ils se seraient radicalisés avant de devenir les cerveaux de cette opération meurtrière. Avec beaucoup d'aplomb, la conseillère a ajouté que la plupart des gens n'avaient pas entendu parler de cet attentat parce que la presse ne s'en était pas fait l'écho. En réalité, deux Irakiens ont bien été arrêtés à Bowling Green dans le Kentucky, en mai 2011, mais il n'y a eu aucun massacre. Inculpés pour avoir tenté d'envoyer des armes et de l'argent à Al Qaïda en Irak, ils ont été condamnés l'un à la réclusion à perpétuité, l'autre à 40 ans de prison. Sur son compte Twitter, Kellyanne Conway a expliqué qu'elle voulait parler, non du « massacre de Bowling Green », mais des « terroristes de Bowling Green ». Au passage, la conseillère, qui a récemment popularisé l'expression « faits alternatifs » pour justifier les entorses faites par certains hommes politiques à la vérité des faits, a fustigé le journaliste de MSNBC pour l'avoir critiquée.  
 Kellyanne Conway, proche conseillère de Donald Trump, s'est excusée du bout des lèvres vendredi après le tollé provoqué par des déclarations concernant un ...  
 CHALLENGES.FR  
 1 commentaire



**Raynald Alex** 9 février  
TRUMP & ETOURAGE...  
CRÉDIBILITÉ??? NUL PAYS  
DÉMOCRATIQUE N'AURAIT  
ACCEPTÉ ÇA... LE PORTE-PAROLE  
DE TRUMP, SEAN SPICER, PARLE  
D'UN ATTENTAT À ATLANTA QUI  
N'A JAMAIS EU LIEU... Après la  
conseillère de Trump, Kellyanne  
Conway, qui a évoqué le massacre  
de Bowling Green, une fausse  
attaque terroriste, c'est au tour de  
Sean Spicer, son porte-parole, de  
faire référence à un attentat qui  
n'a jamais eu lieu. À trois reprises,  
Sean Spicer a évoqué l'attentat  
d'Atlanta. UNE CONSEILLÈRE DE  
TRUMP, KELLYANNE CONWAY,  
FAIT DE LA PUB POUR LA FILLE  
DE TRUMP... «Allez acheter les  
produits d'Ivanka», a lancé jeudi  
depuis la Maison Blanche une  
proche conseillère du président  
américain Donald Trump. Celui-ci  
avait lui-même critiqué la veille  
une enseignante ayant cessé de  
vendre la ligne de vêtements et  
d'accessoires de sa fille Ivanka.  
Ses propos risquent d'alimenter à  
nouveau les soupçons de conflits  
d'intérêts entre les affaires de la  
famille Trump et la Maison  
Blanche. «Allez acheter les  
produits d'Ivanka. Je déteste faire  
les courses (mais) je vais aller en  
acheter aujourd'hui», a déclaré sur  
la chaîne Fox News Kellyanne  
Conway depuis une salle où on  
aperçoit un sceau officiel de la  
Maison Blanche. «C'est juste une  
ligne magnifique. Je possède moi-  
même (des produits). Je vais faire  
de la publicité gratuite: allez tous  
en acheter aujourd'hui, vous  
pouvez en trouver en ligne!», a  
ajouté la responsable.

**MPB TV** 9 février  
Mal en point tout au long de  
l'interview, Kellyanne Conway en a  
profité pour faire son mea culpa  
après ses propos sur "le massacre  
de Bowling Green", un attentat  
qu'elle a fabriqué de tout pièce  
pour justifier le décret anti-  
immigration de Trump. Jake  
Trapper en a profité pour attaquer  
la Maison Blanche qui, selon  
Kellyanne Conway, aurait "le plus  
grand respect pour la vérité"...  
Kellyanne Conway, proche  
conseillère de Trump, se fait  
massacrer lors d'une interview sur  
CNN  
#INTERNATIONAL: FAITS -  
Souvent habituée à jouer avec les  
faits et la vérité, Kellyanne  
Conway en a pris pour son grade  
lors d'une interview sur CNN.  
LCI.FR

**Media Actu** 9 février  
Maison Blanche: le porte-parole  
invente un attentat  
Kellyanne Conway, conseillère du  
président américain Donald  
Trump, avait déjà essuyé les  
railleries et les critiques en  
évoquant le massacre de Bowling  
Green, un événement qui n'a  
jamais eu lieu. C'est au tour de  
Sean Spicer de connaître pareil  
sort. Le porte-parole a cité à trois  
reprises un attentat qui se serait  
produit à Atlanta dans la lignée  
des attaques de terroristes  
islamistes perpétrées à Boston et  
à San Bernardino. Or, l'attentat  
d'Atlanta a tout du "fait alternatif",  
rapporte le Daily Beat. Le 29  
janvier, sur le plateau de This  
Week sur la chaîne ABC, Sean  
Spicer défend alors le décret anti-  
immigration de Donald Trump  
visant à protéger les États-Unis de  
terroristes infiltrés parmi les  
réfugiés. "Que dit-on aux familles  
qui ont perdu quelqu'un dans une  
attaque terroriste - que ce soit  
celle d'Atlanta, de San Bernardino  
ou de Boston ?" questionne-t-il.  
Quelques jours plus tard, le porte-  
parole récidive sur MSNBC dans  
l'émission Morning Joe. "Trop  
d'événements de ce genre sont  
arrivés, que vous parliez de San  
Bernardino, d'Atlanta, de Boston  
[...] La réponse est que nous  
devons agir maintenant pour le  
futur" a-t-il expliqué. Enfin, lors  
d'une conférence de presse, il a de  
nouveau évoquer les victimes du  
fameux attentat. "Je ne pense pas  
que vous ayez à regarder plus loin  
que les familles du marathon de  
Boston, d'Atlanta et de San  
Bernardino pour demander si  
nous pouvons aller plus loin", a  
déclaré Sean Spicer concernant  
les mesures prises par  
l'administration Trump pour lutter  
contre le terrorisme. S'il n'y a pas  
eu d'attentat terroriste ces  
dernières années à Atlanta, une  
attaque s'est bien produite. Une  
bombe a explosé dans le parc  
Centenaire lors des Jeux  
Olympique de 1996 organisés à  
Atlanta. L'attentat avait fait 2  
morts et 111 blessés. L'auteur,  
Eric Rudolph, n'était pas un  
islamiste mais un terroriste  
d'extrême droite. Spicer n'a pour  
l'instant pas souhaité commenter  
ses propos.

**Yael Jonathan Kessler** 10 février  
TRUMP;  
"Kellyanne Conway invente une  
attaque terroriste à la télévision  
Dans une interview accordée à la  
chaîne MSNBC jeudi, la  
conseillère de Donald Trump a  
réussi «à placer deux mensonges  
dans une réponse de dix-neuf  
secondes», comme le rapporte le  
site Vox, afin de justifier le décret  
anti-immigration. La première, que  
l'administration Obama aurait  
interdit aux réfugiés irakiens  
d'entrer aux États-Unis pendant  
six mois en 2011. La seconde, que  
la même année, deux réfugiés  
irakiens ont commis un attentat  
terroriste dans la ville de Bowling  
Green (Kentucky)." Et si cette  
attaque qu'elle nomme le  
«Bowling Green Massacre» (le  
massacre de Bowling Green) est  
inconnue de «la plupart des gens»,  
c'est parce que «les médias ne  
l'ont pas relayée», affirme  
Kellyanne Conway. Ou bien,  
comme l'écrit Vox, « parce que ça  
ne s'est jamais produit ».

**Paola Genone** 12 février  
Non Donald, il y a une différence  
entre "réfugié" et "terroriste"...  
Mais une partie de l'Amérique le  
croit. Tout comme ils croient à un  
massacre qui n'a jamais eu lieu, le  
"le massacre de Bowling Green",  
évoqué par sa conseillère Kellyanne  
Conway qui, pour justifier les  
mesures du Ban de Trump, a  
raconté sur plusieurs chaînes de  
télé, : "Le président Obama a  
suspendu durant six mois le  
programme pour les réfugiés  
irakiens après que deux Irakiens  
entrés dans le pays se sont r...  
YOUTUBE.COM  
8 j'aime 4 commentaires

**Pascal Hella** 12 février  
LE BILLET DU D'HUIMANCHE  
(12/02/17)  
Quel rapport entre la tempête de  
neige s'abattant brutalement sur  
New-York et la montée de Marine  
Le Pen dans l'opinion ?...  
L'Américanisation de la France  
(petite sœur de la mondialisation  
de l'Europe), pardi. Hier midi, il  
paraît donc que le journal TV de  
France 2 ouvrait sur New-York  
toute blanche, sujet d'intérêt  
capital s'il en est. Pendant les 40  
ans que je les ai suivis, je n'ai  
jamais entendu ces mêmes  
journaux TV parler de chutes de  
neige sur Kiev, de canicule sur  
Kinshasa, d'averses sur New  
Delhi, sauf quand ces sautes de  
climat se muaient en catastrophe.  
Ça m'a rappelé l'an dernier,  
lorsqu'étaient quotidiennement  
décortiqués les moindres pets de  
travers des primaires aux USA,

tandis que rien, ou pratiquement rien, ne fut transmis des élections présidentielles au Portugal, en Islande, en Bulgarie ou aux Comores — ou encore à Taïwan, en République centrafricaine, en Ouganda, au Niger, au Bénin, en Birmanie, au Congo, à Djibouti, au Tchad, en Guinée équatoriale, aux Philippines, en République dominicaine, au Pérou, au Gabon, en Haïti, en Ouzbékistan ou au Ghana). L'Amérique est le modèle que nous épousons depuis plusieurs générations, malgré quelques sursauts de fierté çà et là. Sa société est, en gros, la nôtre dans 25 ans. Sa langue, sa bouffe, sa musique, ses séries, ses idoles — en un mot, sa culture — nous grignotent. Et son peuple est une préfiguration du nôtre : face à une résistance intellectuelle dépassée ou trop compromise par le système, l'extrême-droite qui siège tranquillement aux parlements et possède des chaînes de TV, le racisme ouvert contre les Noirs, l'antisémitisme larvaire, et une présidence qui déclenche la guerre en Irak ou qui ferme les frontières aux musulmans en inventant des menaces (« armes de destruction massive ») et des attentats (massacre imaginaire de Bowling Green, Kentucky) tout en restant muette sur les victimes d'un terroriste blanc, au centre culturel islamique de Québec. Marine Le Pen a compris depuis longtemps que, si elle voulait le pouvoir, c'est ce modèle de fascisme qu'il fallait imiter, et non plus les vieilles postures des franquistes, mussoliniens et autres nazis. Elle qui se prétend nationaliste se soumet sans états d'âme à l'impérialisme de Trump et consorts, et même elle s'en réjouit, ainsi que ses ancêtres s'accommodèrent fort bien de l'occupation SS de notre pays. Jette ta télé. Pense par toi-même. Fais ce que tu peux.

18 j'aime 6 commentaires

**Nicolas le Pangolin** a partagé la publication de **20 Minutes**.

18 février

Mettre hors d'état de nuire les milices d'extrême gauche.... elle a vu ça où? mais bientôt on va avoir droit à un bowling green français... mais si souvenez vous, l'attentat commis par des militants islamo-gauchistes à la coulée verte ayant fait 324 morts...

1 j'aime

**Clarence-Adolphe Turcotte**

19 février

Alors que nos gouvernement veulent lutter contre les sites de fausses nouvelles... "Ce n'est pas la première fois que des membres de l'administration Trump font référence à des attaques terroristes inexistantes - expliquées ensuite par des lapsus. Ainsi la conseillère de Donald Trump Kellyanne Conway - qui a inventé la notion de «faits alternatifs» - a fait allusion au «massacre de Bowling Green» lors d'une interview. Elle a expliqué ensuite qu'elle voulait parler des «terroristes de Bowling Green», deux Irakiens inculpés en 2011 pour avoir tenté d'envoyer de l'argent et des armes à al-Qaïda. Et le porte-parole de la Maison-Blanche, Sean Spicer, a parlé trois fois en une semaine de l'attentat d'Atlanta - avant de se souvenir que celui-ci avait en réalité eu lieu à Orlando, en Floride."

Quand Donald Trump invente un acte terroriste en Suède | États-Unis

Il est dangereux d'accueillir des réfugiés: la preuve, la Suède, pays particulièrement accueillant, vient de subir un attentat, a expliqué samedi soir le...

LAPRESSE.CA

2 j'aime 1 partage

**Richard Jean-louis** 19 février

Nancy, Lorraine, France

JE SUIS SUEDE les Médias Suédois vous mentent, je suis BOWLING GREEN | Administration OBAMA a menti. Dire le contraire pour ces deux attentats sont des faits alternatifs comme notre Nostradamus des temps modernes : George Orwell l'avait prédit

Donald Trump parle d'un attentat en Suède... qui n'a jamais eu lieu Le compte Twitter de la Suède, tenu par un citoyen, a dû démentir. INFO.NOUELOBS.COM

8 j'aime 6 commentaires 2 partages

**Olivier Allocheme** a partagé la publication de **Reuters**. 19 février

Apparemment, Trump et son équipe ont choisi d'inventer meurtres et massacres. Il y a quelques semaines c'est sa conseillère Kellyanne Conway qui a inventé le massacre de Bowling Green qui n'a jamais existé. Lui-même Trump crée l'incident diplomatique en inventant ce samedi un attentat en Suède, attentat qui n'a jamais existé que dans son imagination. Où donc va l'Amérique avec un président menteur?

2 j'aime 2 commentaires

**Moi Gargagou** 19 février Yahoo

"Ce n'est pas la première fois que des membres de l'administration Trump font référence à des attaques terroristes inexistantes, justifiées ensuite par des lapsus. Ainsi la conseillère de Donald Trump, Kellyanne Conway, à qui on doit la notion de "faits alternatifs" (fake news), a fait allusion au "massacre de Bowling Green" lors d'une interview. Elle a expliqué ensuite qu'elle voulait parler des "terroristes de Bowling Green", deux Irakiens inculpés en 2011 pour avoir tenté d'envoyer de l'argent et des armes à al-Qaïda." Quand Donald Trump invente un attentat terroriste en Suède Reuters Il est dangereux d'accueillir des réfugiés: la preuve, la Suède, pays particulièrement accueillant, vient de subir un attentat, a expliqué samedi soir... M6INFO.YAHOO.COM

**Abdelilah Oufkir** 19 février

Ah les « alternative facts » à la mode Trump. Après le massacre imaginaire de « Bowling Green » inventé par Kellyanne Conway, sa conseillère, Donald Trump, président des Etats-Unis a profité d'un discours pour parler d'un attentat imaginaire en Suède. « Regardez ce qui s'est passé hier soir en Suède. La Suède, qui l'aurait cru ? La Suède. Ils ont accueilli beaucoup de réfugiés, et maintenant ils ont des problèmes comme ils ne l'auraient jamais pensé » a-t-il lancé, dans un di... 2 j'aime

**Pascale Cormier** 19 février

Terrible attentat en Suède : le groupe Bathory enterre Abba sous un déluge de décibels. Les rescapés du massacre de Bowling Green expriment leur solidarité à l'endroit du peuple suédois. :p #alternativefacts Bathory - Blood Fire Death (1988) Full Album Bathory Blood Fire Death (1988) Full Album 1. 00:00 Odens Ride Over Nordland 2. 03:00 A Fine Day To Die 3. 11:36 The Golden Walls Of Heaven 4. 16:59 Pace 'Ti... YOUTUBE.COM

4 j'aime 1 commentaire

**Maître Felly** 19 février

Quand Donald Trump invente un attentat en Suède Washington - Donald Trump a laissé la Suède perplexe, voire goguenarde, lors d'un discours prononcé samedi où il devisait sur la crise des réfugiés et l'insécurité dans le monde, et a évoqué un attentat commis dans le pays scandinave -- qui n'a en fait jamais eu lieu. "Regardez ce qui se passe

en Allemagne, regardez ce qui s'est passé hier soir en Suède. La Suède, qui l'aurait cru? La Suède. Ils ont accueilli beaucoup de réfugiés, et maintenant ils ont des problèmes comme ils ne l'auraient jamais pensé" a lancé le président américain, dans un discours virulent en Floride. Et le ministère suédois des Affaires étrangères a activé son ambassade à Washington pour en savoir plus. "Nous avons contacté le (département d'Etat) américain pour comprendre et obtenir clarification", a déclaré à l'AFP Catarina Axelsson, une porte-parole du ministère suédois. Hors du milieu feutré de la diplomatie, les railleries sont allées bon train, notamment sur les réseaux sociaux. Très vite, la fausse information a fait le tour de Twitter, sous les hashtags #lastnightinSweden (hier soir en Suède) et #SwedenIncident (incident en Suède). L'ex-Premier ministre suédois Carl Bildt a ouvert le feu : "La Suède? Un attentat? Qu'est-ce qu'il a fumé?". Gunnar Hokmark, un eurodéputé suédois, a retweeté un message d'un compatriote disant : "hier soir en Suède, mon fils a laissé tomber son hot-dog dans le feu de camp. C'est tellement triste". D'autres tweets se moquent de M. Trump, publiant sous l'appellation de "plan secret pour un attentat en Suède"... des instructions de montage de meubles Ikea. Le site officiel national @sweden, qui est tenu chaque semaine par un citoyen suédois différent, a reçu quelque 800 questions en quatre heures. "Non. Rien de ce genre ne s'est passé en Suède. Il n'y a pas eu d'attaque terroriste. Du tout", a répondu la responsable de la semaine, une bibliothécaire mère de famille. Ce n'est pas la première fois que des membres de l'administration Trump font référence à des attentats inexistant - expliqués ensuite par des lapsus. La conseillère de Donald Trump Kellyanne Conway - qui a inventé la notion de "faits alternatifs" - a fait allusion au "massacre de Bowling Green" lors d'une interview. Elle a expliqué ensuite qu'elle voulait parler des "terroristes de Bowling Green", deux Irakiens inculpés en 2011 pour avoir tenté d'envoyer de l'argent et des armes à al-Qaïda. Et le porte-parole de la Maison Blanche, Sean Spicer, a parlé trois fois en une semaine de l'"attentat d'Atlanta" (Géorgie) - avant de se souvenir que celui-ci avait en réalité eu lieu à Orlando, en Floride.

2 j'aime 2 commentaires

**Jacky Soulié** 20 février Shared via AddThis

Ce n'est pas la première fois que des membres de l'administration Trump font référence à des attentats inexistant, expliqués ensuite par des lapsus. La conseillère de Donald Trump Kellyanne Conway, qui a inventé la notion de « faits alternatifs », avait déjà fait allusion au « massacre de Bowling Green » lors d'une interview. Et le porte-parole de la Maison Blanche, Sean Spicer, a parlé trois fois en une semaine de l'« attentat d'Atlanta » (Géorgie), avant de se souvenir que celui-ci avait en réalité eu lieu à Orlando, en Floride. VIDEO. Etats-Unis: Après avoir inventé un attentat en Suède, Trump tente de se justifier Le président américain explique qu'il faisait référence à un reportage diffusé sur la chaîne conservatrice FoxNews... 20MINUTES.FR 2 j'aime

**Marie-Josée Ferron** 20 février

La Presse

"Donald Trump a laissé la Suède perplexe, voire goguenarde, lors d'un discours samedi où il devisait sur la crise des réfugiés et l'insécurité dans le monde, en évoquant un attentat dans le pays scandinave - qui n'a jamais eu lieu. « Regardez ce qui se passe en Allemagne, regardez ce qui s'est passé hier soir en Suède. La Suède, qui l'aurait cru? La Suède. Ils ont accueilli beaucoup de réfugiés, et maintenant ils ont des problèmes comme ils ne l'auraient jamais pensé », a lancé le président américain dans un discours virulent en Floride. Ce n'est pas la première fois que des membres de l'administration Trump font référence à des attentats inexistant - expliqués ensuite par des lapsus. La conseillère de Donald Trump Kellyanne Conway - qui a inventé la notion de « faits alternatifs » - a fait allusion au « massacre de Bowling Green » lors d'une interview. Elle a expliqué ensuite qu'elle voulait parler des « terroristes de Bowling Green », deux Irakiens inculpés en 2011 pour avoir tenté d'envoyer de l'argent et des armes à al-Qaïda. Et le porte-parole de la Maison-Blanche, Sean Spicer, a parlé trois fois en une semaine de l'« attentat d'Atlanta » (Géorgie) - avant de se souvenir que celui-ci avait en réalité eu lieu à Orlando, en Floride."

5 j'aime

**Daniel Lemire**, perplexe. 20 février

Drôle de dirigeant de pays ce Trump. Après sa conseillère Kellyanne Conway sur un supposé attentat du massacre de Bowling Green. Donald Trump en remet avec un attentat qui semble être bidon. Donald Trump évoque un attentat en Suède dont lui seul semble être au courant Les Suédois sont perplexes et se moquent des propos du président américain Donald Trump qui a laissé entendre qu'il y avait eu une attaque terroriste en... ICI.RADIO-CANADA.CA 5 j'aime 2 commentaires

**MPB TV** 20 février

Ce n'est pas la première fois que des membres de l'administration Trump font référence à des attentats inexistant - expliqués ensuite par des lapsus. La conseillère de Donald Trump Kellyanne Conway - qui a inventé la notion de "faits alternatifs" - a fait allusion au "massacre de Bowling Green" lors d'une interview. Elle a expliqué ensuite qu'elle voulait parler des "terroristes de Bowling Green", deux Irakiens inculpés en 2011 pour avoir tenté d'envoyer de l'argent et des armes à al-Qaïda. Et le porte-parole de la Maison Blanche, Sean Spicer, a parlé trois fois en une semaine de l'"attentat d'Atlanta" (Géorgie) - avant de se souvenir que celui-ci avait en réalité eu lieu à Orlando, en Floride. Donald Trump justifie sa déclaration sur la Suède Samedi, le président des Etats-Unis Donald Trump a surpris en prenant pour exemple la Suède lors d'une tirade sur le terrorisme. Il s'est justifié ens... PARISMATCH.COM

**Daouda Kinda** 20 février

Trump s'imaginer des attentats en Suede...son porte-parole de la "WhiteHouse " Sean Spicer évoque 3 fois en une semaine "l'attentat d'Atlanta" qui n'a jamais eu lieu, sa conseillère Kellyanne Conway parle de "massacre de Bowling Green" qui aussi n'a jamais existé!!! C'est à croire que les USA ne sont jamais tombés aussi bas.

5 j'aime

**Architecte de l'information**

20 février

Mythomanie et fake news :

Je suis Ikea

Donald Trump évoque un attentat en Suède... qui n'a jamais eu lieu, lors d'un rassemblement à Melbourne, en Floride, samedi 18 février. Qu'a-t-il fumé? Rien, il a extrapolé sur un reportage de Fox News (souvenez-vous : les "no go zones" parisiennes). Ce n'est pas la première fois que des membres de l'administration Trump font référence à des attentats inexistantes. La conseillère de Donald Trump Kellyanne Conway a fait allusion au "massacre de Bowling Green" lors d'une interview. Un massacre qui n'a donc jamais eu lieu. Elle a expliqué ensuite qu'elle voulait parler des "terroristes de Bowling Green", deux Irakiens inculpés en 2011 pour avoir tenté d'envoyer de l'argent et des armes à al-Qaïda, ce qui ne cadre toutefois que difficilement avec les propos qu'elle a tenus. Et le porte-parole de la Maison Blanche, Sean Spicer, a parlé trois fois en une semaine de l'"attentat d'Atlanta" (Géorgie) - qui n'a jamais eu lieu non plus - avant de prétendre avoir en réalité confondu avec celui qui a eu lieu à Orlando, en Floride. Kellyanne Conway avait évoqué des "faits alternatifs" quand le porte-parole de la Maison Blanche Sean Spicer avait, contre toute évidence, affirmé que la cérémonie d'investiture de Donald Trump avait rassemblé le 20 janvier "la plus grande foule jamais vue lors d'une investiture, point barre". Plusieurs médias avaient alors relevé que le terme utilisé par Kellyanne Conway était employé dans le roman "1984", qui décrit une société dans laquelle le gouvernement contrôle étroitement l'information.

<http://tempsreel.nouvelobs.com/.../donald-trump-parle-d-un-at...>

<https://www.rtb.be/>

<http://www.lexpress.fr/.../no-go-zones-a-paris-fox-news-desin...>

<http://www.slate.fr/story/97155/mythe-no-go-zones>

Donald Trump évoque un attentat en Suède... qui n'a jamais eu lieu

THE DAILY TRUMP. Le compte

Twitter de la Suède, tenu par un

citoyen, a dû démentir.

TEMPSREEL.NOUELOBS.COM

2 j'aime 4 commentaires 1 partage

**Nicolas Heitz** 20 février

Francetvinfo

"Massacre de Bowling Green", "attentat en Suède" les arguments sécuritaires fantasmés de l'administration Trump ! VIDEO. Donald Trump invente un acte terroriste en Suède puis invoque un simple reportage "Regardez ce qui s'est passé hier soir en Suède", a déclaré le président des Etats-Unis, lors d'un rassemblement en Floride, samedi, tout en évoquant les attaques...

FRANCETVINFO.FR

1 j'aime

**Pieuvre.ca** 20 février

Après le «massacre» de Bowling Green, l'attentat suédois...

Après « l'attentat en Suède »,

Stockholm demande des

explications à Trump

Après avoir suggéré samedi qu'un

attentat lié aux migrants avait eu

lieu en Suède, un commentaire

erroné qui a provoqué la

stupéfaction de Stockholm, le...

PIEUVRE.CA

**Jacques Leclerc** 21 février

Paraît que ça serait le même groupe qui aurait perpétré les attentats en Suède et à Bowling Green. Seem that the same group is responsible for the attack in Sweden and Bowling Green

**Philo Zouf** 21 février

L'organisation terroriste Etat Islamique a revendiqué aujourd'hui avoir organisé l'attentat en Suède dans la tête de Donald Trump. Dans une déclaration faite via l'agence de presse Amaq, le groupe terroriste prétend avoir pris le contrôle de l'esprit de Trump au moment où celui-ci est monté sur scène, plaçant une atrocité inimaginable dans celui-ci. "Nous avons abandonné notre technique précédente consistant à faire exploser des jihadistes, utiliser des camions, etc. Nous nous concentrons maintenant sur la prise de contrôle des dirigeants mondiaux instables. C'est moins coûteux en hommes et la logistique est simplifiée". "Vous ne pouvez pas vous défendre, il est impossible de savoir quand nous allons frapper la prochaine fois. Vous ne le saurez que lorsque Trump l'annoncera sur scène ou sur son compte Twitter". La Maison Blanche réfléchit à une possibilité d'interdire l'immigration de pensées étrangères provenant de 7 pays dans l'esprit du Président Trump.

**Jacques messan** 20 février

Trump invente un attentat en

Suède 20 février 2017 Partager

M. Trump défendait sa politique

anti-réfugiés et il a également cité

les attentats de Bruxelles, Nice et

Paris. Le président américain

Donald Trump a fait référence

samedi à un attentat qui aurait eu

lieu vendredi soir en Suède.

Problème, cet événement décrit

avec détail n'a jamais eu lieu.

"Regardez ce qui se passe en

Allemagne, regardez ce qui s'est

passé hier soir en Suède. La

Suède, qui l'aurait cru? La Suède.

Ils ont accueilli beaucoup de

réfugiés, et maintenant ils ont des

problèmes comme ils ne l'auraient

jamais pensé" a expliqué le

président américain dans un

discours en Floride, M. Trump

défendait sa politique anti-

réfugiés et il a également cité les

attentats de Bruxelles, Nice et

Paris. Sur Twitter, les hashtags

#lastnightinSweden (hier soir en

Suède) et #SwedenIncident

(incident en Suède) ont fait fureur

pour se moquer de Donald Trump.

L'ex-Premier ministre suédois Carl

Bildt a twitté : "La Suède? Un

attentat? Qu'est-ce qu'il a fumé?".

D'autres tweets se moquent de M.

Trump, publiant sous l'appellation

de "plan secret pour un attentat

en Suède"... des instructions de

montage de meubles Ikea. Ce

n'est pas la première fois que des

membres de l'administration

Trump font référence à des

attaques terroristes inexistantes.

Ainsi la conseillère de Donald

Trump, Kellyanne Conway -qui a

inventé la notion de "faits

alternatifs"- a fait allusion au

"massacre de Bowling Green" lors

d'une interview. Elle a expliqué

ensuite qu'elle voulait parler des

"terroristes de Bowling Green",

deux Irakiens inculpés en 2011

pour avoir tenté d'envoyer de

l'argent et des armes à al-Qaïda.

Et le porte-parole de la Maison

Blanche, Sean Spicer, a parlé trois

fois en une semaine de l'attentat

d'Atlanta (Géorgie) - avant de se

souvenir que celui-ci avait en

réalité eu lieu à Orlando, en

Floride.

## TWEETS

**Florent Zozial** @ZozialEfe

3 févr.

Florent Zozial a retweeté

Fox Base Alpha

Horrible attentat

À toutes les victimes de

bowling green

Avec toutes ses excuses

bidons Trump va déclarer

une guerre avant la fin de

l'année

**loindevant** @loindevant

4 févr.

Une conseillère du

président Trump évoque le

Bowling Green Massacre,

l'attentat qui n'a jamais eu

lieu | JDM

**Laurent Weppe**

@Laurent\_Weppe 8 févr.

En réponse à

@LaurentBorredon

En fait, il y a eu un attentat

terroriste à Bowling Green

..... En 1643 ..... Commis

par des Blancs

**Philippe de Grosbois**

@metronomephil 19 févr.

En réponse à @1DMarq

Trois en fait: le «bowling

green massacre»

(Conway), l'attentat à

Atlanta (Spicer) et la

Suède (Trump).

1 retweet 1 j'aime

**Babas** @BabasLpz

20 févr.

Babas a retweeté Jean-

Jacques Bourdin

d'ailleur le bowling green

massacre et l'attentat en

suède en sont des

conséquence visible

aujourd'hui

**Monsieur\_K**

@Hanaf\_KBK 28 févr.

En réponse à @ldvc59

@greglemarchand

elle les a perdu durant

l'attentat de Bowling

Green :p

1 j'aime

**thomas snegaroff**

Compte certifié

@thomassnegaroff 19 févr.

C'est le 3eme attentat

inventé par

l'Administration Trump,

après Atlanta et Bowling

Green. Comme s'ils

souhaitaient qu'il y en eût

plus.

10 réponses 69 retweets

57 j'aime



# Donald Trump et la vérité





*Trump et la crise  
de la démocratie  
américaine*

•

Laurence Nardon  
Institut français des  
relations  
internationales  
(IFRI), 01.2017

1. La victoire de Trump a relancé le débat sur la réforme du collège électoral. Si la suppression de l'élection présidentielle au suffrage indirect a peu de chance d'être adoptée, compte tenu de l'attachement des États au fédéralisme, ces derniers pourraient plus facilement adopter un système d'élection à la proportionnelle (comme c'est déjà le cas dans le Maine et le Nebraska), afin que les grands électeurs soient attribués plus justement.

2. T. E. Mann et N. J. Ornstein, *It's Even Worse Than It Looks. How the American Constitutional System Collided with the New Politics of Extremism*, New York, Basic Books, 2012, p. 14.

La victoire de Donald Trump lors de l'élection présidentielle de 2016 traduit une crise de la démocratie américaine. Le discours anti-élites, anti-système et anti-immigration de l'homme d'affaires new-yorkais a notamment séduit l'électorat blanc peu diplômé des États désindustrialisés. La campagne électorale a été caractérisée par la prolifération des déclarations outrancières voire mensongères. Les États-Unis sont entrés de plain-pied dans l'ère de la « politique post-vérité ».

L'élection de Donald Trump, le 8 novembre 2016, a plongé le monde dans la stupéfaction. Quasiment personne n'avait prévu la victoire du businessman new-yorkais. Cette victoire a d'ailleurs tenu à la majorité courte et inattendue qu'ont remportée les républicains dans quelques États du nord-est des États-Unis (Michigan, Pennsylvanie et Wisconsin) et en Floride, alors même que la démocrate Hillary Clinton remportait 65,8 millions des suffrages au niveau national, contre 63 millions pour le vainqueur<sup>1</sup>.

La grande majorité des médias américains – que Trump dénonce sous le label de « *mainstream liberal media* » (« médias progressistes bienpensants ») – présente l'élection de cet homme d'affaires à la personnalité narcissique et impulsive, comme le signe d'un échec du système politique américain.

En réalité, la crise de la démocratie aux États-Unis se manifeste depuis plus d'une décennie par les dysfonctionnements des institutions fédérales, et par un accroissement du rôle de l'argent dans la vie politique. Si l'élection de Trump est le signe d'une réaction populiste à ces dysfonctionnements, elle contribue également, par la dégradation du discours politique qu'elle consacre, à leur aggravation. L'hypothèse d'une présidence Trump de nature fasciste semble excessive, mais les années à venir ne seront pas sans risque pour l'image de la démocratie américaine dans le monde.

### Une crise des institutions dûment constatée

Le fonctionnement erratique des institutions américaines est dénoncé depuis au moins le début des années 2000. Comme le montrent précisément les chercheurs Norman Ornstein et Thomas Mann dans leur ouvrage *It's Even Worse Than It Looks*<sup>2</sup>, on assiste en effet à une dégradation continue de la vie politique américaine, conduisant à une paralysie des institutions.

À la différence des systèmes parlementaires à la britannique, le système de stricte séparation des pouvoirs mis en place par les Pères fondateurs dans la Constitution de 1787 repose sur l'exercice permanent du débat, et sur le compromis entre acteurs politiques. Au Royaume-Uni, le Parlement peut être dissous par le Premier ministre, qui peut lui-même se voir démis par une motion de censure. Ainsi de nouvelles élections législatives viennent-elles

3. La procédure de destitution du président des États-Unis (*impeachment*) est déclenchée dans les cas de trahison, corruption ou autres crimes et délits majeurs (article 2, section 4 de la Constitution). Elle ne peut être utilisée pour des raisons de désaccord politique.

régulièrement remettre le compteur démocratique à zéro. Dans le système présidentiel américain au contraire, le président ne peut dissoudre les chambres et ces dernières ne peuvent retirer leur confiance au président<sup>3</sup>. Les membres des deux partis sont donc condamnés à s'en-tendre sur les décisions à prendre, que ce soit au sein de la Chambre des représentants ou du Sénat, entre les deux chambres ou encore entre le Congrès et la Maison-Blanche. Sinon, c'est le blocage (*gridlock*) jusqu'aux élections suivantes.

Or un certain nombre d'évolutions ont entraîné une polarisation de la scène politique américaine, et l'impossibilité croissante pour les membres des deux partis de mener une discussion constructive pour aboutir à l'adoption des textes législatifs nécessaires à la bonne marche du pays. Le premier élément est ici le morcellement du paysage médiatique américain, entamé avec l'apparition des chaînes de télévision accessibles par abonnement dans les années 1980, et poursuivi par celle des médias en ligne dans les années 2000. La multiplication des sources d'information permet désormais à chacun de choisir des analyses proches de ses idées politiques, ce qui a mis fin à l'existence d'une opinion publique consensuelle dans le pays. Dès lors, les électeurs se détournent des candidats dont les vues semblent trop modérées.

Un second facteur tient sans doute au déport du parti républicain vers la droite de l'échiquier idéologique américain. Le succès foudroyant du *Tea Party* dans les années 2009-2012 a imposé des idées radicales à l'ensemble du parti. Il est commun désormais d'entendre des politiciens sérieux de Washington défendre des positions anti-scientifiques sur le changement climatique et la théorie de l'évolution de Darwin, voire sur le lieu de naissance de l'ex-président Obama. Dans ce contexte, le fait même pour les républicains de débattre avec des élus démocrates est devenu le signe d'une possible trahison. Cette hostilité a été aggravée par la maladresse, voire la réticence, dont le président Obama a fait preuve dans ses échanges avec les membres républicains du Congrès entre 2008 et 2016. Pour sa part, le parti démocrate a également évolué vers sa gauche, surtout avec la campagne de Bernie Sanders en 2016, mais il reste nettement en retrait de l'évolution du parti républicain en termes d'agressivité et d'irrationalité.

Une étape marquante de cette polarisation a été le refus de la majorité républicaine à la Chambre des représentants, à l'automne 2013, d'accepter une nouvelle hausse du plafond de la dette fédérale, et donc de voter le budget de l'État, provoquant un blocage des institutions fédérales (*shutdown*). Au lendemain du décès du juge de la Cour suprême Antonin Scalia en février 2016, c'est la majorité républicaine du Sénat qui a refusé d'examiner la candidature du juge Merrick Garland, proposée par le président Obama. Quant au *filibuster*, technique d'obstruction parlementaire réservée au Sénat, il a été utilisé de façon tellement systématique et abusive au début

4. Voir les chiffres de Drew DeSilver, *Congress' Productivity Improves Somewhat in 2015*, Pew Research Center, 29 décembre 2015. La productivité parlementaire y est mesurée par le nombre de lois votées dans la première année de la législature.

5. Z. Teachout, *Corruption in America, From Benjamin Franklin's Snuff Box to Citizens United*, Cambridge, Harvard University Press, 2014.

6. Ce principe, dit aussi « *money is speech* », avait déjà été admis par la Cour en 1976, dans l'arrêt *Buckley v. Valeo*.

de la présidence Obama qu'une série de réformes en a limité l'utilisation en 2013, notamment pour la confirmation des hauts responsables de l'administration. Toute notion de compromis avec le parti adverse semble donc avoir disparu, aboutissant à une inaction parlementaire record depuis 2009<sup>4</sup>.

### Le contrat social américain et le règne de l'argent

Lors de son voyage d'études aux États-Unis en 1832, Tocqueville avait observé que le principe d'« égalité des conditions » entre citoyens, véritable fondement philosophique du système politique américain, se déclinait de deux manières. L'égalité était à la fois politique, avec l'exercice du suffrage universel selon la formule « un homme, une voix », et économique, avec une égalité des chances promettant une réelle possibilité d'ascension sociale à tous les citoyens et menant au développement d'une classe moyenne importante et dynamique. Or, au blocage des institutions s'ajoute aujourd'hui une autre dérive liée à l'argent, et qui touche à ces deux piliers de la démocratie américaine.

### *Une atteinte à l'égalité politique*

La vie politique américaine a toujours été marquée par des mouvements de balancier entre renforcement et affaiblissement du contrôle des dépenses électorales. Le *Federal Election Campaign Act* de 1974 et la loi *McCain-Feingold* de 2002, par exemple, ont encadré la communication et les dépenses électorales, et mis en place des règles de transparence ainsi que des autorités de contrôle (la *Federal Election Commission* est créée en 1975). Dans son ouvrage *Corruption in America*<sup>5</sup>, la juriste Zephyr Teachout explique qu'au contraire le pays traverse aujourd'hui une période de grand laxisme concernant le contrôle de l'argent en politique. Cette évolution est due principalement aux conceptions actuelles de la Cour suprême. Au travers d'une série de décisions récentes (arrêts *Citizen United* et *SpeechNow* de 2010, *McCutcheon* de 2014), celle-ci a en effet jugé d'une part que l'argent dépensé dans le cadre d'une campagne électorale était une mesure de la liberté d'expression garantie par le premier amendement à la Constitution<sup>6</sup> ; et d'autre part que les entreprises et les syndicats avaient le droit de contribuer, au même titre que les individus, à la vie politique du pays. Il serait donc anticonstitutionnel de fixer un plafond à leurs dépenses politiques.

Les Comités d'action politique dits « super PAC », permettent aux personnes morales privées de participer sans limite aux « dépenses indépendantes » d'une campagne – celles qui ne sont pas coordonnées avec le candidat soutenu. Entreprises et syndicats bénéficient en outre d'obligations de transparence réduites, puisqu'il leur suffit de créer des sociétés écran pour disparaître de la scène.

7. P. Starr, « How Gilded Ages End – Protecting Democracy from Oligarchic Dominance Is, Once Again, a Central Imperative of American Politics », *The American Prospect*, printemps 2015.

Cette évolution du droit revient donc à accorder aux acteurs les plus riches un pouvoir d'influence extrêmement important dans les campagnes électorales, ce qui entraîne une véritable captation du processus démocratique. Or, comme le rappelle le professeur à Princeton Paul Starr, les grands donateurs des partis et des candidats ont toujours des attentes en termes de législation, notamment sur les sujets fiscaux<sup>7</sup>...

Aucun rééquilibrage en faveur d'un meilleur contrôle des dépenses en politique n'est actuellement en vue. En effet, Donald Trump a déjà fait connaître la liste des candidats qu'il compte proposer pour remplacer le juge Antonin Scalia, ainsi que, le cas échéant, d'autres juges de la Cour suprême dans les quatre années à venir. Tous très conservateurs, ils auront sans doute les mêmes opinions que la Cour actuelle sur le financement des campagnes électorales.

### *Une mobilité sociale entravée*

Dans les deux décennies qui ont suivi la fin de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont connu une période d'égalisation des conditions économiques, grâce à la prospérité des classes moyennes et à la mise en place des systèmes de redistribution *Medicare*, *Medicaid* et *Social Security* (pour les retraites). Mais le mouvement s'est inversé à partir de la fin des années 1960, avec le retour en grâce des idées conservatrices dans le débat public américain. Les théories économiques libérales y acquièrent alors une grande prééminence, comme par exemple l'idée que l'action de l'État dans la sphère économique est néfaste, que le profit est le moteur exclusif de la vie économique, enfin que l'accroissement des revenus des plus riches dans une société entraîne, par le biais de leurs investissements et de leur consommation, l'enrichissement progressif de tous. Margaret Thatcher et Ronald Reagan furent les premiers à appliquer ces principes dans les années 1980, sous le nom de théorie du ruissellement (*trickle down theory*). Ils furent imités par tous les présidents américains suivants, y compris les démocrates Bill Clinton et Barack Obama.

Ces choix de politique économique provoquèrent tout d'abord, sous Reagan, la mise en place d'une fiscalité favorable aux plus riches, poursuivie par les « cadeaux fiscaux de Bush » (« *Bush tax cuts* ») de 2001 et 2003, qu'Obama prorogea jusqu'en 2012. La possibilité de spéculation financière fut également élargie, grâce à l'abrogation, en 1999, sous la présidence de Bill Clinton, de la loi Glass-Steagall, qui avait établi en 1933 une séparation stricte entre banques d'investissement et banques de dépôt. Cette décision, préparée par un lobbying intense des professions financières, permit à ces dernières d'utiliser à nouveau l'épargne des particuliers pour conduire des placements risqués. Elle est considérée

8. L'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), par exemple, a été signé par les États-Unis, le Mexique et le Canada en 1994.

9. D. H. Autor, D. Dorn et G. H. Hanson, « The China Shock: Learning from Labor-Market Adjustment to Large Changes in Trade », *The Annual Review of Economics*, 8 août 2016. Étude et chiffres cités par J.-B. Velut, Vers une économie américaine protectionniste ? 2/2, vidéo de la conférence annuelle de l'Ifr sur les États-Unis, 1er décembre 2016, disponible sur : .

10. T. Piketty, *Le Capital au XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, Le Seuil, 2013. Voir aussi T. Piketty et E. Saez, « Income Inequality in the United States, 1913- 1998 », *Quarterly Journal of Economics*, vol. 118, no 1, 2003.

11. Les États-Unis sont revenus à un indice de Gini de 0,476 en 2016 contre 0,376 en 1968. Le coefficient de Gini mesure l'ampleur des inégalités sur une échelle de zéro à 1, où zéro signifie une égalité de revenu totale entre les individus et 1, la situation dans laquelle une seule personne gagne tout et les autres rien.

12. Pew Research Center, *Social and demographic trends, The American Middle Class is Losing Ground, no Longer the Majority and Falling Behind Financially*, 9 décembre 2015.

13. P. A. Mitnik et David B. Grusky, *Economic Mobility in the United States*, rapport du Pew Charitable Trust et de la Fondation Sage Russell, juillet 2015.

aujourd'hui comme l'une des causes principales de la crise. Enfin, jusqu'à récemment, la plupart des économistes ont tenu un discours très positif sur le concept de libre-échange, voyant dans les grands accords signés dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), ou dans des cadres multilatéraux<sup>8</sup>, une source d'enrichissement pour tous. Or nombre de sources sérieuses estiment aujourd'hui que ces accords ont eu des conséquences négatives pour les classes moyennes des pays développés. Une étude récente du *Massachusetts Institute of Technology* (MIT) démontre ainsi que les accords avec la Chine, notamment, ont provoqué la disparition d'un million d'emplois industriels directs, et de 2,4 millions d'emplois indirects, aux États-Unis, principalement dans les États industriels du Nord-Est, entraînant un décrochage des classes moyennes de la *Rust Belt*<sup>9</sup>.

Pour toutes ces raisons, l'effet égalisateur des décennies progressistes s'est effacé, et la société américaine est redevenue aujourd'hui aussi inégalitaire qu'à la veille de la crise de 1929. Dans son ouvrage sur l'accroissement des inégalités paru en 2013, *Le Capital au XXI<sup>e</sup> siècle*<sup>10</sup>, best-seller aux États-Unis, Thomas Piketty indique que les 1 % les plus riches des États-Unis gagnaient 23 % des revenus du pays en 2012, soit le même pourcentage qu'en 1928<sup>11</sup>. Selon le *Pew Research Center*, la classe moyenne ne représente plus que 50 % de la population américaine contre 61 % en 1971<sup>12</sup>. Or, les travaux récents de deux chercheurs de Stanford concluent que ce que les économistes appellent « l'élasticité intergénérationnelle » est encore plus limitée aux États-Unis qu'on ne le pensait auparavant<sup>13</sup> : les individus tendent à avoir des revenus similaires à ceux de leurs parents.

Un pays qui connaît de grandes inégalités de revenus et dans lequel ces inégalités sont transmises de génération en génération, ne peut plus prétendre offrir l'égalité des chances à ses citoyens. Cette remise en cause du contrat social de 1787 constitue une menace supplémentaire pour la démocratie américaine.

### Une victoire réactionnaire

David Frum, ex-plume du président G. W. Bush, aujourd'hui journaliste à The Atlantic, a été l'un des premiers à analyser la popularité du candidat Trump dans la campagne de 2016 comme le signe d'une révolte de l'électorat républicain contre les élites de ce même Parti<sup>14</sup>. Il explique ainsi que le parti républicain a progressivement abandonné la cause des classes moyennes, qui constituaient pourtant une partie importante de sa base, pour coller aux intérêts de ses grands donateurs, qu'ils soient issus de la finance ou de l'entreprise. Mitt Romney, candidat républicain en 2012, fit ainsi campagne sur un projet de réductions fiscales pour les plus aisés, de coupes budgétaires visant principalement les programmes sociaux destinés aux classes moyennes, d'un retour à la dérégulation

financière, d'accroissement du libre-échange et de l'immigration de travail. Or, pendant ce temps, l'électorat de base du parti demandait la protection de ses intérêts économiques, et non la rétribution des élites. Oublié des politiciens mainstream, apeuré et en colère, c'est en 2016 que cet électorat a trouvé en Donald Trump son champion. Ce dernier a en effet mené campagne sur des thèmes populistes et protestataires, favorables aux classes populaires. Dénonçant la fin du rêve américain pour les Américains humbles et méritants, Trump accusait les élites économiques (« *Wall Street* » et le « *Big Business* »), politiques protestataires (« *Corrupt Washington* ») et médiatiques (« *mainstream liberal media* »), d'avoir mis en place un système truqué. Il fallait « assainir le marécage », en finir avec les accords de libre-échange et avec une fiscalité pesant de façon disproportionnée sur l'« Amérique du milieu ».

Cette partie du programme de Trump était similaire à ce que proposait, du côté démocrate, Bernie Sanders. Concurrent d'Hillary Clinton, ce dernier se définissait comme un « socialiste », ce qui le situait très à gauche dans le paysage politique américain. Il appelait à la fin des accords de libre-échange et à une fiscalité plus redistributive, à l'européenne. En reflet des positions de Donald Trump, Sanders dénonçait également, de son côté, un parti démocrate qui avait abandonné les classes moyennes, qui concentrait son discours sur la défense des minorités et des Américains les plus pauvres, du mariage homosexuel et de l'avortement, tout en défendant lui aussi en réalité les intérêts financiers des élites du pays.

Donald Trump proposait ainsi, début 2016, la suppression des avantages fiscaux pour les gestionnaires de fonds spéculatifs. Il avait, à ce moment-là, l'immense avantage de ne pas avoir besoin de donateurs pour sa campagne. Le businessman s'appuyait en effet sur sa fortune personnelle, et surtout sur la publicité gratuite que lui ont assurée les médias pendant de nombreux mois — le récit de ses déclarations scandaleuses assurant une audience record aux télévisions, radios et autres sites internet.

Dans la mesure où Donald Trump a gagné en développant des thèmes contestataires contre les candidats du système, qu'il s'agisse d'un Jeb Bush lors des primaires républicaines, ou d'Hillary Clinton dans l'élection finale, son succès peut être interprété comme une réaction de la démocratie américaine contre les dérives de ce système : l'électeur a refusé de jouer le jeu, l'argent des donateurs de l'establishment n'a pas réussi à acheter l'élection. Si la victoire de Trump peut être vue de façon positive sur un point, c'est en ce qu'elle démontre la résilience du principe démocratique aux États-Unis.

15. E. Osnos, « *Donald Trump and the Ku Klux Klan: A History* », *The New Yorker*, 20 février 2016.

16. C. Sellin, « Trump et l'électorat populaire blanc », *Potomac Papers*, n° 29, Ifri, septembre 2016.

17. The Associated Press, « *Will Trump's Promised Wall Become Taxpayer-Funded Fence?* », *The New York Times*, 6 janvier 2017.

### *L'élément xénophobe*

Ceci posé, l'analyse ne peut ignorer la composante raciste du discours de Donald Trump. Ce dernier a multiplié les attaques contre les Latinos-Américains et les musulmans.

Il a mis plusieurs mois à désavouer David Duke, ancien dirigeant du *Ku Klux Klan* qui avait pris position en sa faveur pendant la campagne<sup>15</sup>. Renforcée par l'attitude anti-politiquement correct que revendiquait fièrement le candidat, cette partition xénophobe a constitué un élément central de ses discours pendant toute la campagne.

Les classes moyennes dont Trump défend la sécurité économique sont en majorité composées de Blancs. Ses partisans sont en majorité des Blancs non-diplômés venus des États désindustrialisés<sup>16</sup>. Le candidat a eu beau jeu de dénoncer une immigration qui tire leurs salaires vers le bas, et l'aide accordée par l'État à des minorités qu'il considère comme assistées et sans mérite. Il a également su attiser l'angoisse existentielle et la colère d'une partie de la population américaine à laquelle le Bureau du recensement explique depuis des années qu'elle va devenir minoritaire dans le pays face à une majorité de Noirs, de Latinos et d'Asiatiques.

### *Des électeurs bientôt trahis ?*

L'une des évolutions marquantes de la fin de la campagne de Trump a été le passage d'un discours favorable aux intérêts d'une classe moyenne appauvrie par la crise, à un autre discours favorable aux élites politiques et économiques du pays. Les mesures fiscales proposées par le milliardaire y étaient devenues plus floues, ses projets de dérégulation financière plus appuyés. Cette transformation a été encore plus frappante au lendemain de sa victoire. En effet, les responsables que Trump a choisis pour devenir secrétaires de son cabinet sont dans l'ensemble de riches conservateurs. Parmi les politiques qu'ils vont défendre figurent le recours aux énergies fossiles et le soutien aux écoles privées (*charter schools*). La contestation du système et la défense des « petits Blancs » semblent avoir disparu.

Le nouveau président aura sans aucun doute la volonté de respecter certains engagements de campagne. Il a d'ores et déjà entamé des discussions avec de grandes entreprises de l'automobile pour faire rester ou revenir aux États-Unis des emplois industriels peu qualifiés. S'il est revenu en arrière sur la taille du mur qu'il propose de construire sur la frontière avec le Mexique et sur le nombre d'immigrés illégaux à renvoyer chez eux, il garde néanmoins une rhétorique agressive sur les questions d'immigration<sup>17</sup>.

18. P. Milza, *De Versailles à Berlin, 1919-1945*, Paris, Armand Colin, 1997.

19. R. Kagan, « *This Is How Fascism Comes to America* », *The Washington Post*, 18 mai 2016, disponible sur : .

20. J. Zogby, « *Trump Presidency Will Be as Predictable as Trump Campaign* », *Forbes*, 5 janvier 2017.

Ce sont donc l'ampleur et la visibilité de la trahison qu'il va infliger à ses électeurs venus des classes populaires qui restent aujourd'hui à déterminer.

### *La question du fascisme*

Cette évolution du discours de Trump rappelle la lecture du fascisme proposée par l'historien Pierre Milza<sup>18</sup>. Ce dernier évoque en effet, au sujet de la période de l'entre-deux-guerres en Italie et en Allemagne, un « premier fascisme » contestataire, voire révolutionnaire, mettant en avant des idées anticapitalistes et anti-élites empruntées à l'extrême gauche, mêlées à la xénophobie et à l'antisémitisme. Les succès électoraux venant, le ralliement des grandes entreprises et institutions financières italiennes et allemandes devait concorder avec le recentrage du discours sur les thèmes conservateurs et racistes : le « second fascisme » devenait alors exclusivement réactionnaire.

Le parallélisme possible incite à s'interroger sur la nature du projet de Trump. L'accusation de fascisme a été lancée par Robert Kagan dans un article du *Washington Post* de mai 2016, « *This Is How Fascism Comes to America*<sup>19</sup> ». Donald Trump y est comparé au gouverneur puis sénateur de Louisiane Huey Long, ou au sénateur du Wisconsin Joseph McCarthy, la ressemblance étant soulignée avec leur caractère égocentrique, et leurs propos nationalistes et xénophobes.

Si l'on reprend les éléments de définition proposés par Pierre Milza, on voit pourtant que Donald Trump ne coche pas toutes les cases d'une démarche véritablement fasciste. Certes, l'élément xénophobe est très présent dans son discours. Lors de plusieurs meetings de campagne, il a aussi recommandé des actions antidémocratiques, en menaçant de jeter en prison sa rivale démocrate (*Lock her up !*) et d'user de violence contre des opposants. Il se considère de toute évidence comme un chef charismatique. Cependant il manque à son projet quelques éléments essentiels du fascisme : son discours nationaliste n'est pas expansionniste mais plutôt un discours de repli ; l'état de dérégulation dans lequel il a mis le parti républicain nous éloigne fort d'un parti unique et de masse. Enfin, le magnat new-yorkais n'exprime pas de projet de contrôle totalitaire de la société, mais plutôt une volonté de laisser-faire sociétal fondé sur l'indifférence.

Au-delà, les modifications permanentes de ses projets sur certains thèmes, les démissions fréquentes que l'on peut craindre au sein de l'administration Trump, comme cela s'est produit dans son équipe de campagne, mettent les observateurs dans l'incapacité de prévoir ce que sera sa présidence<sup>20</sup>.



21. J. Mayer, « *Trump's Boswell Speaks. The Ghostwriter of "The Art of the Deal" Says That Trump Is Unfit to Lead* », *The New Yorker*, 25 juillet 2016.

22. B. Bégout, *De la décence ordinaire. Court essai sur une idée fondamentale de la pensée politique de George Orwell*, Paris, Allia, 2008.

23. R. Keyes, *The Post-Truth Era: Dishonesty And Deception In Contemporary Life*, New York, St-Martin's Press, octobre 2004.

24. « *Post-Truth Politics: Art of the Lie* » et « *The Post-Truth World. Yes, I'd Lie to You* », *The Economist*, 10 septembre 2016.

25. S. Zito, « *Taking Trump Seriously, not Literally* », *The Atlantic*, 23 septembre 2016.

### L'ère de la « politique post-vérité »

Il semble certain, en revanche, qu'une autre remise en cause du principe de démocratie aux États-Unis soit en cours : il s'agit de l'atteinte inédite à la qualité et à la dignité du discours politique qui s'est particulièrement manifestée au cours de la campagne 2016.

Tony Schwartz, qui fut le « nègre » de Donald Trump pour la rédaction de son ouvrage *The Art of the Deal* — grand succès de 1987 — a fait part de ses remords dans un article récent. Il voit dans le nouveau président une personnalité narcissique, entièrement dominée par ses pulsions, incapable de se concentrer<sup>21</sup>. Les historiens reviendront avec consternation sur l'incroyable litanie de ses déclarations intolérables sur les Latinos, les handicapés, les femmes ou les musulmans. La décence ordinaire (*common decency*) dont parlait George Orwell a été continûment ignorée par Trump au cours de sa campagne<sup>22</sup>. Ils s'étonneront aussi des innombrables inexactitudes repérées dans ses propos, qu'il s'agisse de mensonges délibérés ou simplement de discours mal préparés sur le fond. Autant de lignes rouges qui furent franchies dans la campagne, sans jamais nuire à sa popularité.

En effet, le phénomène déroutant est ici que l'exactitude factuelle ne semble plus avoir d'importance. Dans son ouvrage *The Post-Truth Era*<sup>23</sup>, Ralph Keyes décrivait une société américaine dans laquelle les enjolivements et les demi-vérités étaient devenus la norme. Avec la campagne de Donald Trump aux États-Unis, mais aussi celle du Brexit en Grande-Bretagne, le terme a fait son entrée en politique et acquis une grande visibilité, au point qu'il a été choisi comme « mot de l'année 2016 » par les éditeurs du prestigieux *Oxford English Dictionary*<sup>24</sup>.

Tout se passe comme si, dans les propos tenus par les politiciens et rapportés par la presse, la vérité ne comptait plus. Comme l'explique Salena Zito dans *The Atlantic*, « les supporters de Trump le prennent au sérieux, mais ne prennent pas ses propos littéralement<sup>25</sup> ». Au contraire, le public des meetings de campagne de Donald Trump manifestait sa joie à voir remettre en cause le savoir et les attitudes politiquement correctes des élites scientifiques et intellectuelles. La multiplication des réseaux sociaux et des blogs, qui permettent à tout un chacun de raconter n'importe quoi, renforce depuis longtemps cette évolution. Ce qui importe, en revanche, c'est la perception d'une authenticité chez la personne qui s'exprime. Ce qui a fait le succès de Trump, c'est qu'il parlait avec spontanéité, souvent çus comme calculés et hypocrites.

Ainsi, ce qui est battu en brèche avec la victoire de Donald Trump, c'est l'idée qu'une démocratie est un système de débats et de compromis apaisés entre personnes sérieuses, éduquées et pondérées, entre « honnêtes hommes ». Le phénomène post-vérité, qui est à la fois une démarche anti-élites et anti-intellectuels,

et une quête d'authenticité, trouve sa place dans les mouvements populistes qui traversent aujourd'hui nos sociétés. Une évolution inquiétante, bien au-delà des frontières américaines. L'impact de la présidence Trump sur la démocratie américaine sera, espérons-le, limité par les contre-pouvoirs institutionnels et le retour au bon sens des citoyens américains. Cette présidence va néanmoins enclencher deux mouvements de long terme.

La nomination de nouveaux juges très conservateurs à la Cour suprême, qui resteront en poste pour plusieurs décennies, aura une influence déterminante dans de nombreux domaines. Le probable retour en arrière de l'administration Trump sur la lutte contre le changement climatique, outre le mauvais exemple qu'il donnera aux autres pays, aura des conséquences terribles sur l'environnement.

Les risques de dérapage sur la scène internationale semblent quant à eux encore plus préoccupants. Donald Trump a déclaré à plusieurs reprises vouloir replier la puissance américaine sur elle-même, et renoncer aux visées interventionnistes. Cette attitude pourrait être plutôt rassurante, a priori. Mais en cas de désaccord grave avec la Russie ou la Chine, ou d'attaque terroriste majeure sur le territoire américain, comment réagirait un président à la personnalité aussi imprévisible et irrationnelle ?